



Rennes, le 24 Avril 2020,

Aux élu.e.s du département d'Ille-et-Vilaine

Mesdames et Messieurs les élu.e.s,

Nous traversons depuis plus d'un mois une crise sanitaire grave, affectant tout le pays. Face à cette situation nouvelle, avec la méconnaissance du fonctionnement du virus SARS-Cov2, de sa propagation et de sa létalité, de nombreuses décisions gouvernementales ont été prises dans l'urgence. Les paysan.ne.s ont compris la gravité de la situation et ont su s'adapter aux nouvelles mesures d'hygiène. Beaucoup ont également dû trouver des solutions face à la fermeture totale de leurs débouchés, notamment la restauration, ou au contraire, face à l'explosion des demandes et du temps de travail. Aujourd'hui, la situation perdure et des incohérences dans les prises de décisions d'urgence deviennent criantes : il est temps d'y remédier. **Nous devons fluidifier et relocaliser la distribution de l'alimentation**, pour que nos paysan.ne.s soient toujours présent.e.s et en bonne santé à la fin de cette crise. C'est pourquoi la Confédération Paysanne d'Ille-et-Vilaine, l'ADAGE, Agrobio 35, le CIVAM 35 IT, et les magasins Brin d'Herbe proposent à leurs élu.e.s de soutenir leurs paysan.ne.s, à travers différentes actions.

■ **La réouverture de tous les marchés de plein vent**

Nous nous félicitons de la défense des élu.e.s bretons pour la possibilité de maintenir des marchés, en respectant les mesures sanitaires. 131 marchés sont ouverts en Ille-et-Vilaine. Des paysan.ne.s restent sans débouchés, ou au contraire, débordés face à une demande qui se reporte sur leurs points de vente. Et pourtant, les marchés ouverts respectent les mesures sanitaires. Nous ne pouvons pas en dire autant des supermarchés, où les consommateurs ne respectent pas les gestes barrières, n'ayant pas de contrôle mis en place dans les rayons. Cette différence de fonctionnement montre l'incohérence dans la prise de décision urgente du gouvernement. Elle doit être rectifiée, et **nous demandons à ce que tous les marchés du département soit réouverts**. Les paysan.ne.s l'ont montré : ils sont capables de se porter garants du bon fonctionnement de ces marchés.

■ **Multiplier les points de vente locaux**

Réouvrir les marchés ne sera pas suffisant, tous les producteurs n'ayant pas accès à ces marchés, faute de place due au respect des consignes sanitaires. Il est donc nécessaire de proposer de nouveaux lieux de vente, et certains se mettent en place, comme le Drive Fermier de la Chambre d'Agriculture. **Nous demandons aux élu.e.s du département de proposer la mise en place de ces nouveaux points de vente directe**, à la ferme ou dans les lieux publics, dans le respect des consignes sanitaires. La plateforme en ligne mise en place par la Région Bretagne et son succès dès son lancement montrent l'importance et le rôle de facilitation que peuvent jouer les élu.e.s. **Pour ne pas augmenter la fracture sociale et numérique, nous demandons également aux élu.e.s locaux qu'une communication papier des points de vente locaux soit distribuée à leurs habitants.**

■ Soutenir la gastronomie française

De nombreux paysan.ne.s, produisant des denrées destinées à la haute gastronomie et aux restaurateurs, voient une fermeture brutale de leurs débouchés. Elle s'accompagne d'une baisse du prix d'achat et parfois d'un déclassement des produits, mettant en péril leur activité en détruisant leur modèle économique : nous devons les sauver, et soutenir la gastronomie et les restaurateurs de notre pays ! **Nous demandons à nos élu.e.s un soutien financier pour ces paysan.ne.s, contribuant à la fierté de notre gastronomie. Nous demandons également un appui pour mettre en avant la qualité de leur travail, et que leurs productions ne soient pas déclassées.**

■ Privilégier et faciliter les approvisionnements locaux et français, en particulier pour les filières menacées

La liste continue de s'allonger : agneaux de Nouvelle-Zélande, lait allemand ou irlandais ou d'ailleurs, volailles du Brésil... Une crise du lait qui débute, avec une surproduction liée à la fermeture de l'export, mais des supermarchés sont en manque de lait ou de beurre. Les paysan.ne.s sont prêt.e.s à faire un effort, mais ces aberrations ont un impact psychologique dramatique. Nous devons contrôler nos importations et privilégier les produits issus de nos fermes. Des efforts sont faits, mais ne sont pas suffisants. Nous demandons à nos élu.e.s une vigilance accrue face à ces pratiques délétères pour nos paysan.ne.s. **Nous demandons de garantir le fonctionnement des structures de collecte, abattage, transformation et distribution, avec une suspension des importations en provenance de pays tiers.**

■ Soulager la charge de travail des paysan.ne.s, aider à la garde d'enfants

Nous l'avons dit, depuis le début de cette crise sanitaire, les paysan.ne.s ont répondu présent.e.s. Leur charge de travail a drastiquement augmenté avec l'ajout des gestes barrières à leur quotidien. Pour certain.e.s, les demandes de vente directe ont explosées (+ 118 % en trois semaines). Pour d'autres, il y a les enfants à garder. Et enfin pour tous, il y a des solutions à trouver. Nous tirons la sonnette d'alarme, pour éviter que les humains derrière nos paysan.ne.s ne soient pas oubliés, qu'ils puissent tenir et restent debout à la fin de cette crise. Toutes les mesures demandées précédemment contribueront à aider les paysan.ne.s, mais ne seront pas suffisantes. **Nous demandons aux élu.e.s du département une aide aux paysan.ne.s pour la garde d'enfants.** Des solutions existent, mais ne sont pas toujours accessibles. Nous demandons **la mise en place d'un service de remplacement pour les paysan.ne.s qui en ont besoin et une indemnité afin de pallier à la perte de productivité liée à la garde d'enfants.**

Mesdames, Messieurs les élu.e.s, nous devons travailler ensemble à la gestion de cette crise et une réponse politique d'envergure est nécessaire pour garantir le bon fonctionnement et la pérennité des fermes de votre département. L'alimentation et l'agriculture sont un socle de notre société. Le Conseil Départemental soutient, accompagne et souscrit au changement en Agriculture depuis de nombreuses années. L'Agriculture économe en intrants, les systèmes herbagers en élevage, l'Agriculture Biologique, l'Accueil à la ferme et les circuits courts représentent un nombre important de fermes en Ille-et-Vilaine et le Conseil Départemental n'y est pas étranger. Ce sont ces fermes qui en cette période de crise sanitaire sont les plus sollicitées et plébiscitées par les citoyens car inscrites depuis longtemps dans une dynamique basée sur la qualité, le rapprochement, le lien avec le territoire et les réponses aux enjeux sociaux-environnementaux. Nous, paysannes et paysans, ferons le maximum pour satisfaire le besoin premier de la population de se nourrir sainement, en quantité et en qualité, mais nous avons besoin de votre soutien et de votre action.

Contacts :

Confédération Paysanne d'Ille-et-Vilaine – Charlotte Kerglonou-Mellier, Porte-Parole – 06.76.26.49.78

ADAGE – Samuel Dugas, Président – 06.04.44.20.88

CIVAM 35 IT – Olivier Monharoul, Président – 07.81.24.02.47

Agrobio35 – Arnaud Daligault, Président – 06.72.22.29.88

Brin d'Herbe – Sébastien Vétill, Producteur – 07.82.29.99.25